

le mois

Banque mondiale : le parfait ennemi à abattre ?

Pierre Coopman

*La promotion de la paysannerie, la responsabilisation de l'État et la remise en cause radicale des politiques néolibérales promues par les institutions de Bretton Woods (incluant le groupe de la Banque mondiale) expriment trois fondamentaux d'une pensée actuellement véhiculée par une frange importante des organisations non gouvernementales (ONG) et du mouvement altermondialiste. Mais quelle attitude adopter lorsque la Banque mondiale « change » (une fois de plus) et émet sur la bonne longueur d'onde? Faut-il se cabrer, jeter le bébé avec l'eau du bain ou, pour continuer dans le registre du proverbe, vouloir tout avoir, le beurre et l'argent du beurre, la victoire de l'altermondialisme et la défaite par KO des institutions qui ont porté le projet néolibéral?
L'auteur de cet article s'exprime à titre personnel.*

C'est en racontant la parabole du poisson que le sociologue Guy Bajoit¹ tente d'expliquer la nature cyclique des méthodes de lutte contre la pauvreté: l'on a commencé par donner du poisson, pour ensuite apprendre à pêcher, conseiller de faire de la politique et de construire un État. Puis l'on s'est ouvert au marché, pour finalement constater la persistance de la pauvreté et redonner du poisson. Ainsi, le même cycle se remet en marche. Aujourd'hui, les

¹ Guy Bajoit, « Dessine-moi un poisson », *Défis Sud*, n° 64, septembre 2004.

aiguilles de l'horloge indiquent à nouveau le besoin d'État, auquel l'on demande de promouvoir une agriculture paysanne, respectueuse des traditions et vigilante face à l'agrobusiness. Par-delà les questions de pauvreté et de famine dans les pays du Sud, la vague de revendications autour de l'alimentaire s'est renforcée au Nord, en lien avec la qualité sanitaire, la santé, l'environnement, le climat... Les OGM et les biocarburants provoquent le débat. Un secteur ONG spécifique se consacre à l'agroalimentaire, au développement durable et à la question rurale. Jean Ziegler, héraut de l'altermondialisme, dénonce les injustices économiques qui mènent in fine à des crises alimentaires². A-t-il prévu que la Banque mondiale marcherait dans son sillage: celle-ci, dans son Rapport annuel sur le développement du monde, annoncé pour septembre (non paru à la date du bouclage de cet article), encourage les États pauvres à encadrer et à soutenir leurs paysanneries. Elle prend ainsi à contrepied la doctrine néolibérale « d'ajustement structurel » qu'elle a défendue pendant des dizaines d'années. Le nouveau rapport annuel est censé orienter la nouvelle stratégie de la Banque mondiale. L'aide au secteur agricole redevient un enjeu majeur.

Dans *Le Monde* du 20 avril dernier, Michel Griffon, responsable de l'agriculture et du développement durable au sein de l'Agence nationale pour la recherche (France), se réjouit d'un tel revirement: « c'est le document que nous attendions de la Banque mondiale depuis plus de vingt ans, depuis que les politiques d'ajustement structurel ont balayé les politiques publiques agricoles antérieures sans les remplacer », applaudit-il. Vincent Ribier, du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, a participé à une réunion d'experts sur le rapport, au Quai d'Orsay, en avril dernier. Impressionné par le changement de ton, il a confié au journal *Le Monde* que « la Banque mondiale scelle un rapport international majeur, la fin du consensus de Washington, qui résume depuis 1989 la stratégie des experts de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et du département du Trésor américain: privatisation, dérèglementation, impôts faibles, libéralisation des échanges. » L'un des auteurs principaux du rapport confirme: « On s'est clairement placé au-delà du consensus de Washington, parce que la pauvreté n'a pas reculé, et que maintenant il y a l'urgence environnementale. »

ONG ET BANQUE MONDIALE : UN VIEUX COUPLE

N'est-ce pas aussi les ONG qui ont influencé les changements de cap de la Banque mondiale? Les discours de la Banque ont toujours suivi le sens du vent que font tourner les organisations de la société civile. Elles ont parlé de lutte contre la pauvreté, de bonne gouvernance et de démocratie avant la Banque. Le comité de liaison ONG-Banque mondiale n'a peut-être pas été vain, malgré la publicité faite, en 1994, autour de la démission du secrétaire général d'Oxfam-Belgique. Pierre Galand reprochait à la Banque d'avoir volé le juste discours des ONG sur l'écodéveloppement, la pauvreté et la participation populaire, alors qu'en même temps les politiques d'ajustement structurel et le dumping social allaient bon train. Certes, mais faut-il s'acharner à faire le procès de la Banque mondiale? La rédaction des documents de stratégie sectorielle (Sector Strategy Papers - SSPs), ou la préparation de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) ont, par exemple, donné lieu à des consultations des ONG. La préparation des Stratégies d'assistance aux pays (Country Assistance Strategy, CAS/SAP) a aussi constitué un

² Jean Ziegler, *L'Empire de la honte*, Fayard, 2005.

cadre de concertation. Il y a quelques années, une étude française³ notait que sur les 25 SAP préparées par la Banque mondiale au cours de l'exercice 1999, 22 (soit 88 %) impliquaient des ONG à un niveau ou à un autre.

Aujourd'hui, les conférences ABCDE (Annual Bank Conference on Development Economics) ont étendu leur audience et sont devenues un véritable événement mondial. Chaque année, 400 à 600 représentants des principales institutions de recherche, des organisations internationales, de la société civile et du secteur privé partout dans le monde participent à un échange sur les questions cruciales de recherche et de pratique du développement.

Mais, bien sûr, qui oserait le contester, tout cela n'est que de la poudre aux yeux pour une organisation dont le fonctionnement est antidémocratique (les États-Unis disposent d'un droit de veto). Bien sûr, l'affaire Wolfowitz ne manque pas de piment pour une institution qui se targue de prôner la bonne gouvernance. Bien sûr, la

Banque mondiale n'est qu'un instrument au service de la politique extérieure des États-Unis et des intérêts des multinationales américaines. Et tous les hommes et femmes de bonne volonté n'auront pas manqué de remarquer que « la Banque a, de manière répétée, violé l'article IV section 10 de ses propres statuts qui lui interdit de se laisser influencer par des considérations politiques et d'interférer dans les affaires politiques d'un État⁴ ». C'est l'évidence (rappelons-nous son soutien aux juntas militaires brésiliennes et chiliennes dans les années soixante et septante) défendue par Éric Toussaint, pourfendeur du consensus de Washington et avocat du Venezuela d'Hugo Chávez. Car le nouveau « libertador » de l'Amérique latine, quant à lui, n'appuie sans doute ses gouvernements frères que pour vaquer ensuite de manière tout à fait désintéressée à la contemplation de son prix Kadhafi des droits de l'homme (obtenu en 2004)... La Banque mondiale a bon dos.

POURFENDEZ LA BANQUE CAR ELLE AIME ÇA !

Un livre récent s'intitulant Banque mondiale : le coup d'État permanent lui est consacré. Un titre en forme de vérité documentée et proclamée, que même les dirigeants de la Banque reconnaissent. Gino Alzetta, un des vingt-quatre directeurs exécutifs de l'institution, a écrit que « le nouveau livre d'Éric Toussaint est très engagé, très provocateur. L'excellente méticuleuse recherche qui est à la base du livre est malheureusement un peu obscurcie par une diabolisation excessive de la Banque mondiale. Cela mis à part, c'est une lecture intéressante ». Éric Toussaint a répondu que « venant d'un dirigeant de l'institution que le livre met en accusation, on retiendra que, selon ses propres mots, la recherche qui est à la base du livre est excellente et méticuleuse⁵ »... Qui oserait contester telle évidence, telle démonstration, au risque d'être cloué au pilori des penseurs vendus, déviants et postmodernes ? Il faut aller plus loin, estime Éric Toussaint, il faut traduire la Banque mondiale en justice « car ses statuts ne prévoient pas son immunité. La Banque a renoncé à l'immunité qui lui était offerte, en tant qu'agence spéciale de l'ONU, par la Convention des Nations unies de 1947. Elle y a renoncé afin de donner des garanties aux grands

³ Enquête sur la collaboration entre la Banque mondiale et les organisations non gouvernementales françaises : document rédigé par Caroline Vagneron pour le bureau France de la vice-présidence Europe de la Banque mondiale, sous la direction de Michèle Bailly, novembre 2001.

⁴ Interview d'Éric Toussaint, *Les autres voix de la planète*, n° 35, troisième trimestre 2007.

⁵ Interview d'Éric Toussaint, *op. cit.*

banquiers privés qui lui prêtaient des fonds ». Ces banquiers sont d'infâmes canailles et elle est finalement bien commode cette Banque mondiale qui tend une nuque déglagée sous la guillotine altermondialiste.

On l'aura dit : la démonstration d'Éric Toussaint est irréfutable. La critique de l'idéologie néolibérale exige une technicité, une maîtrise des sciences économiques et politiques, une étude approfondie de dossiers rébarbatifs pour le commun des mortels. Mais, en aval, comment le citoyen lambda peut-il savoir si on lui sert une lecture idéologisée ou une analyse objective de dossiers complexes ? D'autant plus que personne, ni du côté des néolibéraux ni du côté des altermondialistes, n'admet clairement partir d'un point de vue idéologique. C'est le poids des faits et des démonstrations qui compte pour mettre à mal l'adversaire.

Tentons d'éclaircir ce point de vue par un exemple. Il n'est pas trop difficile d'expliquer à un vaste public que les Accords de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les pays de la zone Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) seront particulièrement injustes pour les pays d'Afrique car leurs économies ne sont pas prêtes à affronter une telle libéralisation des échanges.

Des études de cas⁶ et des données objectives servent à convaincre les sociétés civiles que les APE sont un plan de domination des pays pauvres plus qu'une réelle garantie de sortie de la pauvreté.

Mais les organisations participant à la campagne « Stop aux APE » sont parfois amenées à admettre que le « jusqu'au-boutisme » de la Commission européenne est plus terrible que ce que n'exigent l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les institutions de Bretton Woods, Banque mondiale y compris. La Commission semble déterminée à intégrer les « matières de Singapour » dans les APE. Les « matières de Singapour » regroupent quatre dossiers épineux négociés à l'OMC : facilitation du commerce, concurrence, transparence des marchés publics et investissements. Selon le discours officiel, ils sont nécessaires au renforcement du secteur privé dans les régions ACP. D'après une récente étude⁷, la Commission, guidée par son propre agenda visant à faire

de l'Union européenne la zone la plus compétitive dans le monde d'ici 2010, est déterminée à intégrer ces sujets dans les APE, alors que les règles de l'OMC ne l'exigent pas. Au lieu d'apporter des propositions concrètes au développement et au renforcement des capacités de production agricole, comme le préconise désormais la Banque mondiale, la Commission ferait de l'excès de zèle pour se profiler comme le meilleur élève du néolibéralisme. Dès lors, pourquoi ne rien concéder à la Banque mondiale lorsqu'elle produit des études progressistes ? Selon Éric Toussaint, « l'évolution de la BM et l'évolution récente du FMI vont dans le mauvais sens. Une évolution régressive. Il y a quelques années encore, les réformistes comme Joseph Stiglitz et Ravi Kanbur s'exprimaient, faisaient des propositions. On pouvait penser au retour d'un keynésianisme modéré au sein de la Banque. Manifestement, cet épisode est terminé. Ils ne sont plus là⁸. » La Banque mondiale est

⁶ Emmanuel Douya, Bénédicte Hermelin, Vincent Ribier, *Impact sur l'agriculture de la Cemac et Sao Tomé et Príncipe d'un Accord de partenariat économique avec l'Union européenne*, édité par le Gret et le Cirad, mars 2006.

⁷ Action Aid, Cafod, Christianaid, Tearfund, Traidcraft : « Partnership under pressure, an assessment on the European Commission's conduct in the EPA negotiations ».

⁸ Intervention d'Éric Toussaint, président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM) au débat contradictoire « On track ? Derailed ? Other voices for other routes » qui s'est tenu dans le cadre de l'Annual World Bank Conference on Development Economics, au Palais d'Egmont, à Bruxelles, le 10 mai 2004.

donc au mieux un mécréant qui, au pied de l'échafaud, se rachète trop tard. Pourquoi cette âpreté ? La réponse ne peut être qu'idéologique : il faut choisir son camp, il faut renforcer les manichéismes. Critiquer Wolfowitz, mais dire que les accusations de corruption concernant Chávez (il aurait multiplié les structures destinées à « siphonner » les ressources de Petroleos de Venezuela et les réserves de la Banque centrale) sont le fait d'une manipulation de la National Endowment for Democracy et autres officines de propagande financées par l'administration des États-Unis.

Ces positionnements seraient par ailleurs moins gênants s'ils étaient toujours exprimés. Mais les manichéismes sont renforcés sans qu'on les assume. Au grand public, il faut démontrer que l'on détient la vérité objective et que l'idéologie n'est que la caractéristique de l'adversaire, jamais la sienne. Rares sont les débats actuels où les protagonistes avouent de quel point de vue ils partent. Essayez de recenser les articles où les auteurs affirment d'emblée qu'ils émanent, par exemple, des rangs trotskistes ou néolibéraux. Ils ne se gênent pourtant pas de

taxer l'adversaire du qualificatif qu'ils trouvent déplaisant, mais n'insistent pas sur leurs propres références. C'est la loi du genre, sans doute... C'est surtout l'air du temps « altermondialiste » qui vante les « convergences de tendances diverses », comme pour gommer l'historicité du mouvement « alter », clairement issu du post-marxisme. Informer le lectorat d'où l'on vient, n'est-ce pas lui laisser son libre-arbitre ? Faire passer ses propres références au second plan, n'est-ce pas un procédé qui limite les capacités de jugement autonome du lectorat ?

MULTILATÉRALISME OU CONFRONTATION ?

La Banque du Sud lancée par Hugo Chávez est vantée comme un projet qui ne reproduira pas les politiques de domination avérées des institutions de Bretton Woods (rappelons encore une fois, entre autres choses, leur soutien au dictateur nicaraguayen Somoza, dans les années septante, ainsi que leur boycott du gouvernement progressiste de Jacobo Arbenz, au Guatemala, en 1954).

« La Banque du Sud devra fonctionner sur une base démocratique », affirme Éric Toussaint,

rajoutant « qu'elle sera un instrument chargé de mettre en application les traités internationaux portant sur les droits humains, sociaux et culturels, alors que la Banque mondiale ne s'estime pas liée par ces traités⁹ »... On ne pourra s'empêcher de relever une certaine contradiction dans la manière dont un « anticapitaliste » notoire en vient à confier la mise en œuvre des droits humains à une banque, fut-elle du Sud. Mais évitons de verser dans la mauvaise foi : tout le monde voudrait que la Banque du Sud soit le premier jalon de la justice universelle. Pour cela, il faudrait néanmoins qu'elle se profile comme un véritable outil de réforme du multilatéralisme. L'enjeu n'a pas échappé à Arnaud Zacharie, qui estimait, dans *La Revue nouvelle* de juin-juillet 2007, que « la crise du multilatéralisme pourrait se révéler à terme salvatrice et déboucher sur un nouveau Bretton Woods en vue de recentrer l'action des institutions financières sur la stabilisation des déséquilibres, le financement des biens publics et la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux »... Est-ce un vœu pieux ? La radicalité de certaines démarches des États membres de la Banque du Sud peut faire croire que l'on navigue plus dans les eaux d'un combat idéologique que d'une réelle collaboration multi-

⁹ Éric Toussaint, « Banque du Sud contre Banque mondiale », *Monde diplomatique*, juin 2007.

latérale. Le Venezuela annonçait le 30 avril 2007 qu'il quittait le FMI et la Banque mondiale. Auparavant, l'Équateur avait décidé l'expulsion du représentant permanent de la Banque mondiale. Le président équatorien, Rafael Correa, réglait ses comptes: en juillet 2005, alors ministre de l'Économie, il avait voulu changer l'utilisation des ressources pétrolières. Au lieu de servir au remboursement de la dette, il voulait les consacrer aux dépenses sociales. La Banque mondiale avait bloqué un prêt de 100 millions de dollars et les pressions de Washington avaient contraint Correa à démissionner.

Si cette attitude de la BM et des États-Unis fut à nouveau odieuse, l'on peut néanmoins douter qu'une politique de mise à l'écart et de représailles de la part des membres de la Banque du Sud soit la meilleure voie vers l'identification du nouveau multilatéralisme recherché. Faut-il absolument délimiter les vainqueurs et les vaincus, le camp des justes de celui des « affreux irrémédiables »

(BM, FMI et compagnie), là où presque tous les protagonistes craignent une prolifération d'accords bilatéraux ou d'alliances régionales, susceptibles de mener à une résurgence des conflits entre blocs? L'on sait depuis longtemps que la Banque mondiale a maintes fois « changé » sans vraiment changer son approche macro-économique... Des observateurs avertis croient néanmoins que son nouveau rapport annuel marquera un vrai tournant. S'il est trop tôt pour vérifier la véracité de cette croyance, l'éternelle incrédulité des altermondialistes ne porte-t-elle pas à considérer qu'ils aiment finalement que la BM reste identique? Car que deviendront-ils sans une tête de Turc bien identifiée, sans un bel ennemi à abattre?

Mais gardons-nous de tout procès d'intention... L'on risquerait d'en prendre ombrage. ■

12 septembre 2007